

ADOCIA



innovative medicine  
for everyone, everywhere

---

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2017

Société anonyme au capital de 686 176,3 euros

Siège social : 115 avenue Lacassagne  
69003 Lyon, France  
487 647 737 RCS Lyon

---

## SOMMAIRE

---

I.	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
II.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE – EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2017	4
A.	FAITS MARQUANTS DU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2017	5
B.	EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2017	6
C.	PRODUITS OPERATIONNELS	6
D.	CHARGES OPERATIONNELLES	6
E.	ELEMENTS DE BILAN	8
F.	RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE L'EXERCICE	8
G.	RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	8
III.	COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS 2017	9
A.	BILAN CONSOLIDE, IFRS	9
B.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE, IFRS	10
C.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS	11
D.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE, IFRS	12
1.	PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS	14
2.	METHODES COMPTABLES ET PRINCIPES COMPTABLES RETENUS POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS	15
3.	COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS A CERTAINES RUBRIQUES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	18
4.	PARTIES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	31
5.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	32
IV.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	33

---

## I. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation d'Adocia , et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Gérard Soula

Président directeur général d'Adocia

## II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE – EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2017

Le tableau ci-après résume les comptes semestriels consolidés condensés établis pour les périodes de 6 mois se terminant le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016 :

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Chiffre d'affaires	19 469	11 934
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	3 652	3 961
<b>Produits opérationnels</b>	<b>23 121</b>	<b>15 895</b>
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(15 840)</b>	<b>(20 063)</b>
<b>Résultat opérationnel (perte)</b>	<b>7 281</b>	<b>(4 168)</b>
<b>Résultat financier net</b>	<b>(210)</b>	<b>41</b>
<b>Résultat net (perte)</b>	<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>

Les résultats de la Société au 30 juin 2017 se caractérisent par les principaux éléments suivants :

- **Une situation financière solide** : la Société affiche une situation de trésorerie au 30 juin 2017 de près de 52,3 millions d'euros à comparer à 58 millions d'euros au 1er janvier 2017.  
Avec un montant de 7,8 millions d'euros de crédit d'impôt recherche encaissé mi-juin, la Société affiche une consommation de trésorerie nette de 5,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2017. Retraité de cet élément non récurrent, la consommation de trésorerie s'élève pour les six premiers mois de l'année à 13,6 millions d'euros comparé à 11,2 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'année 2016.  
Cette augmentation reflète l'avancée des projets et les développements cliniques conduits sur la période qui, contrairement à l'an dernier, sont pris en charge intégralement par la Société.  
Les dettes financières au 30 juin 2017 s'élèvent ainsi à 7 millions d'euros, à un niveau stable par rapport au début d'année. Elles sont constituées principalement de l'emprunt contracté en 2016 pour financer l'acquisition du bâtiment où sont situés le centre de recherche et le siège social de la Société.
- **Les produits opérationnels** de 23,1 millions d'euros à fin juin 2017 proviennent principalement de l'accord de collaboration et de recherche signé avec Eli Lilly (19,5 millions d'euros) et du Crédit d'Impôt Recherche (3,6 millions d'euros).  
La fin de la collaboration avec Lilly a conduit la Société à reconnaître en revenus un montant de 18,8 millions d'euros correspondant au solde non encore amorti du paiement initial (up-front payment) reçu au moment de la signature du contrat en décembre 2014. Ces revenus n'ont pas d'impact sur la trésorerie de la Société.
- **Les charges opérationnelles** de 15,8 millions d'euros sont consacrées à 81% aux activités de recherche et développement. Ces charges sont en baisse de 4,2 millions d'euros comparé au premier semestre 2016 principalement sur le poste de dépenses externes, le premier semestre 2016 avait été marqué par une forte activité clinique, notamment dans le cadre du partenariat avec Lilly, alors que les nouvelles études cliniques lancées récemment par la Société ont eu un impact limité sur le premier semestre 2017

- Après prise en compte du résultat financier, la Société affiche un bénéfice net de 7,1 millions d'euros comparé à une perte nette de 4,2 millions d'euros à fin juin 2016. Retraité de l'impact exceptionnel lié à la fin de contrat avec Lilly, le résultat net de la Société ressort en perte de 6,3 millions d'euros.

## A. FAITS MARQUANTS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2017

Le début de l'année a été marqué par la décision d'Eli Lilly de mettre un terme au contrat de licence et de collaboration qui avait été signé en décembre 2014 pour le développement de BioChaperone Lispro.

Début juin 2017, une étude clinique (la première conduite indépendamment de Lilly depuis la rupture du contrat) a été lancée afin de comparer les profils pharmacocinétiques et pharmacodynamiques de BioChaperone® Lispro à ceux de Fiasp® (insuline aspart à action accélérée, Novo Nordisk) et Novolog® (insuline aspart, Novo Nordisk) chez des personnes avec un diabète de type 1. Les résultats de l'étude sont attendus avant la fin de l'année et devraient consolider le dossier actuel. Adocia recherche activement un partenaire pour poursuivre le développement et mener le programme d'études cliniques de phase 3.

Concernant BioChaperone® Combo, les résultats de l'étude clinique de phase 1/2 évaluant le contrôle de la glycémie postprandiale (tolérance au repas) chez des sujets avec un diabète de type 2 ont été publiés début juin 2017. Forte de ces résultats positifs, la Société a lancé une nouvelle étude clinique de phase 1b sur la relation de proportionnalité à la dose de BioChaperone Combo chez des personnes avec un diabète de type 2. Les résultats de cette étude sont attendus au quatrième trimestre 2017.

Pour HinsBet®, la stratégie d'Adocia est de licencier ce produit à un des acteurs régionaux dans le domaine du diabète, afin de poursuivre son développement et permettre sa commercialisation dans les pays émergents.

Début 2017, Adocia a annoncé le lancement d'un nouveau programme préclinique qui consiste à développer des combinaisons multi-hormonales pour le traitement prandial du diabète de type 1 (BioChaperone® Combinaisons Prandiales) permettant de combiner l'insuline lispro avec le pramlintide (Symlin®, AstraZeneca) et l'insuline lispro avec l'exenatide (Byetta®, AstraZeneca). Ces nouveaux projets pourraient proposer aux personnes atteintes d'un diabète de type 1 des traitements plus efficaces, sans augmenter le nombre d'injections. L'initiation d'une étude clinique pour l'une des combinaisons est attendue au quatrième trimestre 2017.

Ce nouveau programme renforce le portefeuille de projets d'Adocia dédié au traitement du diabète, qui s'était déjà enrichi en 2016 de deux autres programmes : BioChaperone® Glucagon humain et BioChaperone® Glargine GLP-1.

Adocia a lancé début juin 2017 une première étude clinique sur BioChaperone Glucagon afin de comparer la sécurité et la tolérance du produit à celles d'un glucagon humain disponible sur le marché (Glugagen® HypokitTM, Novo Nordisk), ainsi que leurs profils pharmacocinétique et pharmacodynamique, chez des personnes avec un diabète de type 1. Les résultats de cette étude sont attendus au quatrième trimestre 2017.

Adocia prépare également une étude clinique pour BioChaperone Glargine GLP-1 dont le lancement est prévu sur 2017.

## B. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2017

Néant.

## C. PRODUITS OPERATIONNELS

Le tableau suivant présente le détail des produits opérationnels pour chacune des périodes :

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Contrat de recherche et de collaboration	650	6 560
Revenus des licences	18 819	5 375
<b>Chiffre d'affaires (a)</b>	<b>19 469</b>	<b>11 934</b>
Subvention, crédit d'impôt recherche et autres (b)	3 652	3 961
<b>Produits opérationnels (a)+(b)</b>	<b>23 121</b>	<b>15 895</b>

Les produits opérationnels proviennent principalement des accords de collaboration et de licence et du financement public des dépenses de recherche et de développement. Au 30 juin 2017, ils s'élevaient à 23,1 millions d'euros comparé à 15,9 millions d'euros l'an dernier sur la même période.

**Le chiffre d'affaires** d'un montant de 19,5 millions d'euros au 30 juin 2017 résulte essentiellement du contrat de collaboration et de licence signé avec Lilly fin 2014 et qui s'est terminé au 31 mai 2017.

La décision de Lilly de mettre un terme à la collaboration sur BioChaperone Lispro impacte de manière significative le chiffre d'affaires du premier semestre 2017. En effet, en normes IFRS, le paiement initial effectué par Lilly en décembre 2014 d'un montant de 40,8 millions d'euros (50 millions de dollars), était amorti linéairement sur la durée du développement initialement prévue au contrat. La fin du contrat conduit la Société à reconnaître en revenu le solde restant à amortir, c'est à dire 18,8 millions d'euros. Ce revenu de licence n'a pas d'impact sur la trésorerie de la Société, le paiement ayant été effectué au moment de la signature en décembre 2014.

Tout au long de cette collaboration qui s'est achevée fin mai 2017, Lilly a pris en charge l'ensemble des dépenses internes et externes engagés par Adocia dans le cadre du développement de BioChaperone Lispro. Ces revenus se sont élevés à 0,7 million d'euros sur les six premiers mois de 2017 alors qu'ils représentaient 6,6 millions d'euros sur la même période en 2016.

**Les autres produits opérationnels** sont constitués du Crédit d'Impôt Recherche qui s'élève 3,6 millions d'euros à fin juin 2017, comparé à près de 3.9 millions d'euros au premier semestre 2016. La diminution est en ligne avec le montant moindre des dépenses enregistrées sur ce semestre.

Par ailleurs, suite à son acquisition immobilière, la Société refacture désormais des loyers aux trois sociétés locataires du bâtiment. A fin juin 2017, ces produits s'élevaient à 0,1 million d'euros comparable à l'an dernier.

## D. CHARGES OPERATIONNELLES

Les charges opérationnelles consolidées du premier semestre 2017 s'élevaient à 15,8 millions d'euros comparé à 20,1 millions d'euros sur la même période l'an dernier, soit une diminution de 21% (4,2 millions d'euros).

Ces charges sont présentées par destination et par nature ci-dessous.

Charges opérationnelles par destination :

<b>CHARGES PAR DESTINATION</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Frais de recherche et développement	(12 815)	(16 356)
Frais administratifs et frais généraux	(3 025)	(3 707)
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(15 840)</b>	<b>(20 063)</b>

Sur les 6 premiers mois de l'année, **les frais de recherche et développement** représentent près de 81% des charges opérationnelles (pour 81.5% au cours du premier semestre 2016). Ils comprennent principalement les frais du personnel affecté à la recherche et développement, les coûts de sous-traitance (dont les études cliniques et précliniques) et les coûts de propriété intellectuelle. Ces dépenses sont en baisse de 4.2 millions d'euros comparé au premier semestre 2016 principalement sur le poste de dépenses externes, les six premiers mois 2016 ayant été marqué par une forte activité clinique, notamment dans le cadre du partenariat avec Lilly.

**Les frais administratifs et généraux** comprennent essentiellement les frais du personnel non affecté à la recherche et développement (y compris paiement en actions), ainsi que les coûts des prestations de service se rapportant à la gestion et au développement des affaires commerciales de la Société et de sa filiale aux Etats-Unis.

Charges opérationnelles par nature :

<b>CHARGES OPERATIONNELLES</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Achats consommés	(909)	(755)
Charges de personnel	(6 492)	(8 440)
Charges externes	(7 824)	(10 423)
Impôts et taxes	(100)	(138)
Dotation aux amortissements & provisions	(515)	(307)
<b>Total charges opérationnelles</b>	<b>(15 840)</b>	<b>(20 063)</b>

**Les dépenses externes** représentent le premier poste de dépenses avec près de la moitié du total des charges opérationnelles. Elles s'élèvent à 7,8 millions d'euros en 2017 comparé à 10,4 millions sur la même période en 2016. Le premier semestre de l'an dernier avait été marqué par une forte activité clinique, notamment dans le cadre du partenariat avec Lilly. L'activité du premier semestre 2017 est moindre et les essais cliniques lancés fin mai impacteront les dépenses du second semestre 2017.

**Les charges de personnel** représentent le deuxième poste significatif de dépenses avec 44% du total des charges opérationnelles.

La diminution du poste de 1,9 millions d'euros s'explique principalement par la politique d'intéressement en actions en place dans la Société et qui a été moindre au cours du premier semestre 2017 comparé à l'an dernier. En normes IFRS, les paiements fondés sur les actions sont comptabilisés à la juste valeur des instruments de

capitaux attribués et représentent un montant de 1,1 millions d'euros au 30 juin 2017 (comparé à 2,1 millions d'euros au 30 juin 2016).

Retraitées de ces éléments sans impact sur les comptes sociaux ni sur la trésorerie de la Société, les charges de personnel passent de 6,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 à 5,4 millions d'euros pour le premier semestre 2017, reflétant une politique salariale prudente sur ce premier semestre 2017, suite à l'annonce de la fin du partenariat avec Lilly.

## E. ELEMENTS DE BILAN

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>52 280</b>	<b>58 037</b>
Total actif	68 415	78 798
<b>Capitaux propres</b>	<b>51 106</b>	<b>42 762</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>7 005</b>	<b>7 072</b>

Au 30 juin 2017, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie détenus par la Société s'élève à 52,3 millions d'euros contre 58 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les capitaux propres consolidés passent de 42,8 millions d'euros à fin décembre 2016 à 51,1 millions d'euros à fin juin 2017, résultant principalement du résultat bénéficiaire du premier semestre 2017.

Les dettes financières, d'un montant de 7 millions d'euros à fin juin 2017, concernent principalement l'emprunt immobilier contracté pour financer l'acquisition et la rénovation du bâtiment dans lequel sont situés le siège social et le centre de recherche de la Société, à hauteur de 5,6 millions d'euros, ainsi que l'avance remboursable reçue de l'agence française pour l'innovation (Bpifrance) sur le projet insuline à hauteur de 0.8 million d'euros.

## F. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE L'EXERCICE

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au chapitre 4 du document de référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et disponible sur le site internet de la Société : [www.adocia.com](http://www.adocia.com).

Il n'y a pas de nouveau facteur de risque pour le premier semestre 2017.

## G. RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les relations avec les parties liées au cours de la période sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après (partie 5).

**A. BILAN CONSOLIDE, IFRS**

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Stocks		103	66
Clients et comptes rattachés	3.4	180	2 462
Autres actifs courants	3.5	6 611	9 442
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	52 280	58 037
<b>Total actif courant</b>		<b>59 174</b>	<b>70 008</b>
Écarts d'acquisition			
Autres immobilisations incorporelles		71	0
Terrains	3.2	2 025	1 751
Aménagements de terrains	3.2	220	0
Bâtiments et constructions	3.2	4 029	3 793
Matériel de laboratoire	3.2	1 363	1 521
Autres immobilisations corporelles	3.2	1 499	1 388
Actifs financiers		33	338
<b>Actif non courant</b>		<b>9 240</b>	<b>8 790</b>
<b>Total actif</b>		<b>68 415</b>	<b>78 798</b>
Dettes financières court terme	3.8	682	679
Autres passifs financiers courants	3.8	123	112
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.10	5 974	4 572
Autres passifs courants	3.10	2 435	22 655
<b>Total passif courant</b>		<b>9 215</b>	<b>28 017</b>
Dettes financières long terme	3.8	6 200	6 281
Provisions à long terme	3.9	1 894	1 738
Autres passifs non courants		0	0
<b>Total passif non courant</b>		<b>8 094</b>	<b>8 019</b>
Capital social		686	686
Prime d'émission		78 841	78 942
Écarts de conversion du groupe		(22)	7
Réserves – part du groupe		(35 449)	(28 981)
Résultat – part du groupe		7 050	(7 892)
<b>Capitaux propres</b>	3.7	<b>51 106</b>	<b>42 762</b>
<b>Total passif</b>		<b>68 415</b>	<b>78 798</b>

## B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE, IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	30/06/2017	30/06/2016
Chiffre d'affaires	3.12	19 469	11 934
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	3.13	3 652	3 961
<b>Produits opérationnels</b>		<b>23 121</b>	<b>15 895</b>
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	3.14-15	(15 326)	(19 756)
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	3.16	(515)	(307)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>3.11</b>	<b>7 281</b>	<b>(4 168)</b>
Autres produits et charges opérationnels		0	0
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>7 281</b>	<b>(4 168)</b>
Produits financiers		81	390
Charges financières		(291)	(350)
<b>Résultat financier</b>	3.17	<b>(210)</b>	<b>41</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>7 071</b>	<b>(4 128)</b>
Charge d'impôt		(21)	(54)
<b>Résultat net</b>		<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>
Intérêts non contrôlants		0	0
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>
Résultat de base par action (€)	3.18	1,0	(0,6)
Résultat dilué par action (€)		1,0	(0,6)
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>
<i>Ecart actuariels sur IFC</i>		0	(350)
<i>Impôts différés</i>		0	0
<i>Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		0	(350)
<b>Résultat global de l'exercice</b>		<b>7 050</b>	<b>(4 532)</b>

## C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS

(montants en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Montants	Primes liées au capital	Réserves	Résultat	Autres éléments du résultat global (OCI)	Total capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2015</b>	<b>6 846 363</b>	<b>685</b>	<b>78 670</b>	<b>(44 299)</b>	<b>12 553</b>	<b>(558)</b>	<b>47 052</b>
Résultat du premier semestre 2016					(4 181)		(4 181)
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(350)	(350)
Ecart de conversion							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(4 181)</b>	<b>(350)</b>	<b>(4 532)</b>
Affectation du résultat 2015				12 553	(12 553)		0
Augmentation de capital							0
Frais d'augmentation de capital							0
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	700	0	4				4
Paie ment fondé sur des actions				2 024			2 024
Contrat de liquidité			135	(118)			17
- neutralisation des actions propres							0
Autres							0
<b>Total des relations avec les actionnaires</b>	<b>700</b>	<b>0</b>	<b>139</b>	<b>14 459</b>	<b>(12 553)</b>	<b>0</b>	<b>2 044</b>
<b>Solde au 30/06/2016</b>	<b>6 847 063</b>	<b>685</b>	<b>78 809</b>	<b>(29 840)</b>	<b>(4 182)</b>	<b>(909)</b>	<b>44 564</b>
Résultat du second semestre 2016					(3 711)		(3 711)
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(82)	(82)
Ecart de conversion							0
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(3 711)</b>	<b>(82)</b>	<b>(3 793)</b>
Augmentation de capital							0
Frais d'augmentation de capital							0
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	12 700	1	(1)				0
Paie ment fondé sur des actions				1 798			1 798
Contrat de liquidité			134	52			186
- neutralisation des actions propres							0
Autres				6			6
<b>Total des relations avec les actionnaires</b>	<b>12 700</b>	<b>1</b>	<b>133</b>	<b>1 856</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 990</b>
<b>Solde au 31/12/2016</b>	<b>6 859 763</b>	<b>686</b>	<b>78 942</b>	<b>(27 984)</b>	<b>(7 893)</b>	<b>(990)</b>	<b>42 762</b>
Résultat de l'exercice 2017					7 050		7 050
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel							0
Ecart de conversion				(29)			(29)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(29)</b>	<b>7 050</b>	<b>0</b>	<b>7 021</b>
Affectation du résultat 2016				(7 893)	7 893		0
Augmentation de capital							0
Frais d'augmentation de capital							0
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	2 000			40			40
Paie ment fondé sur des actions				1 588			1 588
Contrat de liquidité			(100)	(204)			(304)
- neutralisation des actions propres							0
Autres				144		(144)	0
<b>Total des relations avec les actionnaires</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>	<b>(100)</b>	<b>(6 325)</b>	<b>7 893</b>	<b>(144)</b>	<b>1 324</b>
<b>Solde au 30/06/2017</b>	<b>6 861 763</b>	<b>686</b>	<b>78 841</b>	<b>(34 338)</b>	<b>7 050</b>	<b>(1 134)</b>	<b>51 106</b>

## D. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE, IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
<b>Résultat net</b>	<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>
Dotation nette aux amortissements & provisions (hors actif circulant)	515	387
Plus ou moins value de cession d'actifs immobilisés	0	0
Charges et produits calculés	1 638	2 047
Abandon Bpifrance lié au constat d'échec	0	0
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	0	0
Impôts versés	(16)	0
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>9 187</b>	<b>(1 747)</b>
Coût de l'endettement financier net	(26)	0
<b>Variation des produits constatés d'avance</b>	<b>(18 819)</b>	<b>(5 361)</b>
<b>Variation du BFR</b>	<b>5 092</b>	<b>(3 464)</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>(4 566)</b>	<b>(10 572)</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(1 309)	(6 000)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	43	170
Acquisitions d'actifs financiers non courants	0	(21)
Cession d'actifs financiers non courants	0	24
Autres flux liés aux opérations d'investissement	(0)	(0)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(1 266)</b>	<b>(5 828)</b>
Augmentation de capital	40	4
Nouveaux emprunts et avances remboursables	268	5 234
Remboursements d'emprunts et d'avances remboursables	(233)	0
Intérêts financiers nets versés	0	(2)
Autres flux liés aux opérations de financement	0	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>76</b>	<b>5 236</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(5 756)</b>	<b>(11 164)</b>
Trésorerie d'ouverture	58 037	72 062
Trésorerie de clôture	52 280	60 899

Analyse détaillée du besoin de fond de roulement (BFR) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Variation 2017/2016</b>
Stocks	(36)
Clients et comptes rattachés	2 282
Autres créances et avances	4 379
Charges constatées d'avance / autres créances	(1 548)
Fournisseurs et comptes rattachés	(1 198)
Autres dettes	1 212
<b>Variation du BFR</b>	<b>5 091</b>

Composantes de la trésorerie nette consolidée analysée par nature et rapprochement avec le bilan :

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Valeurs mobilières de placement (échéance < 3 mois)	10 087	10 094
Disponibilités	42 194	47 942
<b>Trésorerie nette</b>	<b>52 280</b>	<b>58 037</b>

---

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 30 JUIN 2017

---

*Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette annexe sont en milliers d'euros.*

### 1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

#### 1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET SON ACTIVITE

Adocia est une société biotechnologique spécialisée dans le développement de formulations innovantes de protéines thérapeutiques déjà approuvées. Elle bénéficie d'une expertise particulièrement forte dans le domaine des insulines. La plateforme technologique propriétaire BioChaperone® vise à améliorer l'efficacité des protéines thérapeutiques ainsi que leur facilité d'utilisation pour les patients.

Adocia est une société anonyme de droit français créée le 22 décembre 2005.

Depuis le 20 février 2012, la société est cotée sur NYSE Euronext (compartiment B).

La Société détient une filiale à 100% (Adocia Inc) créée en mars 2015 dont l'objectif est de représenter Adocia aux Etats-Unis.

Les états financiers semestriels condensés aux normes IFRS pour la période du 1er janvier au 30 juin 2017 sont présentés de manière consolidée pour Adocia et sa filiale (Adocia Inc), l'ensemble étant dénommé «la Société». Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 19 juillet 2017 et autorisés à la publication.

#### 1.2. EVENEMENTS MARQUANTS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2017

Le 26 janvier 2017, Adocia a annoncé que la société Eli Lilly avait décidé de mettre un terme au contrat de collaboration et de licence signé en décembre 2014 pour le développement de BioChaperone Lispro. Le contrat a pris fin à l'issue d'une période de 4 mois pendant laquelle les données et les matériels fabriqués ont été transférés à Adocia. La société regagne ainsi ses droits et poursuit le développement de ce produit. Cette décision impacte les comptes financiers du premier semestre 2017 : un montant de 18,8 millions d'euros correspondant au solde non amorti du paiement initial de 40,8 millions d'euros reçu en décembre 2014 est reconnu en totalité sur le premier semestre 2017.

Lilly a pris en charge l'ensemble des dépenses internes et externes engagées par Adocia dans le cadre du développement de BioChaperone Lispro, et ce jusqu'à la fin de la collaboration effective au 31 mai 2017. Ces revenus se sont élevés à 0,7 million d'euros sur les six premiers mois de 2017.

De nouvelles études, intégralement financées par la Société, ont été lancées sur le premier semestre 2017 et sont explicitées dans le paragraphe §A Faits marquants du Rapport semestriel d'activité.

#### 1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

## **2. METHODES COMPTABLES ET PRINCIPES COMPTABLES RETENUS POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS**

### **2.1. PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES**

#### **2.1.1. Déclaration de conformité**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés condensés semestriels de la Société au titre de la période close le 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêtés des comptes.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)

Il intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

#### **2.1.2. Principes de préparation des états financiers**

Suite à la création de la filiale Adocia Inc, en mars 2015, la société présente des états financiers consolidés. Les méthodes de consolidation et de conversion des comptes retenues sont précisées ci-dessous (Méthodes de consolidation).

Les états financiers consolidés condensés semestriels ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (Information financière intermédiaire sous forme résumée).

Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet [www.adocia.com](http://www.adocia.com).

#### **2.1.3. Continuité d'exploitation**

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue compte tenu de la capacité financière de la Société (trésorerie disponible) au regard de ses besoins de financement des 12 prochains mois.

#### **2.1.4. Principes et méthodes comptables**

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société dans les états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, étant précisé qu'aucune nouvelle norme, aucun amendement de norme ou aucune interprétation n'ont été adoptés et sont d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Par ailleurs, les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 sont les suivants :

### Normes, amendement de normes et interprétations non encore adoptés par la Société:

*Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais non encore obligatoires pour les comptes semestriels 2017*

- IFRS 9 - Instruments Financiers
- IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

*Normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2017*

- IFRS 14 - Comptes de report réglementaires
- IFRS 16 - Locations
- IFRS 17 - Contrats d'assurances
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une co-entreprise
- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes
- Amendements à IAS 7 - Informations à fournir : Transferts d'actifs financiers
- Amendements à IFRS 2 - Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Amendements à IFRS 4 - Application d'IFRS 9 avec IFRS 4
- Amendements à IAS 40 - Transferts d'immeubles de placement
- Clarifications à IFRS 15
- IFRIC 22 - Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée
- IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux
- Amélioration des IFRS (cycle 2014-2016)

La Société est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes. Elle n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

Les revenus de la Société sont essentiellement constitués de contrats de licence dont la reconnaissance du revenu doit être analysée au cas particulier de chaque contrat. La mise en œuvre d'IFRS 15 sur les contrats de licence peut avoir pour effet de changer la durée de reconnaissance du revenu en fonction des obligations de performance prévues au contrat. En 2017, le principal contrat générant des revenus a été rompu et ne conduira pas à reconnaître de revenus futurs.

#### **2.1.5. Méthodes de consolidation**

Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales dont Adocia détient directement ou indirectement le contrôle. Le contrôle est apprécié, conformément à IFRS 10, sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements variables et le lien entre pouvoir et ces rendements.

En mars 2015, la Société a créé une filiale dénommée Adocia Inc. détenue à 100% et consolidée à fin juin 2017 par intégration globale.

L'entrée de la filiale Adocia Inc. dans le périmètre de consolidation est effective à la date de création. Ses produits et charges sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date de création.

Toutes les transactions entre la filiale Adocia Inc. et la Société ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

### **2.1.6. Conversion des comptes de la filiale étrangère**

Les états financiers de la Société sont établis en euro qui est la monnaie de présentation.

La méthode utilisée par la Société est celle du taux de clôture. Elle consiste ainsi à convertir les postes du bilan au taux de clôture et les éléments du résultat au taux moyen de l'exercice ; les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

### **2.2. UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS**

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2016. Ces hypothèses relèvent notamment d'IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions ») et IFRS 15 (« Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »).

### 3. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS A CERTAINES RUBRIQUES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés comprises dans le périmètre de consolidation :

Société	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
<b>Au 30 juin 2017</b>				
Adocia	France		MERE	
Adocia Inc.	Etats-Unis	IG *	100,00%	100,00% (*) Intégration globale

  

Sociétés	Adresse	N° d'identification
Adocia	115, avenue Lacassagne - 69003 Lyon, France	48764773700021
Adocia Inc.	2090 DiPinto Ave.Henderson, NV 89052 USA	47-3246163

(\*) *intégration globale*

#### **Adocia Inc.**

Adocia Inc. est la filiale de représentation d'Adocia aux Etats-Unis. La société a été créée en mars 2015.

L'activité d'Adocia Inc, consiste à représenter et défendre les intérêts de la Société aux Etats-Unis, notamment dans les domaines suivants :

- Relations avec les sociétés de l'industrie pharmaceutiques et des sociétés de biotechnologie locales dans le cadre d'une collaboration active ou en vie de la mise en œuvre de partenariats,
- Relations avec la communauté scientifique et les autorités réglementaires locales (experts scientifiques, FDA),
- Relations avec la communauté financière locale (investisseurs, banques, analystes...).

Un contrat annuel de prestations de services (« Services Agreement ») a été conclu entre Adocia et Adocia Inc, à partir de mars 2015. Ledit contrat prévoit la refacturation des coûts encourus par la Société dans le cadre de son activité, auquel s'ajoute une commission de 10%, permettant de couvrir les frais de fonctionnement de la filiale américaine.

L'impact lié cette société sur les comptes aux 30 juin 2017 s'élèvent à 0,6 M€. Ces charges correspondent aux dépenses de personnel d'un salarié, à ses frais de déplacement et aux frais de représentation engagés pour la société.

### 3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>Valeurs brutes (en milliers d'euros)</i>	Terrain et aménagements	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
<b>Total valeur au 31 décembre 2016</b>	<b>1 751</b>	<b>3 927</b>	<b>3 341</b>	<b>1 618</b>	<b>1 066</b>	<b>11 702</b>
Acquisitions	513	375	17	164	167	1 237
Cessions	(19)	(42)	(18)		(81)	(160)
<b>Total valeur au 30 juin 2017</b>	<b>2 245</b>	<b>4 259</b>	<b>3 340</b>	<b>1 782</b>	<b>1 152</b>	<b>12 779</b>

<i>Amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)</i>	Terrain et aménagements	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
<b>Total valeur au 31 décembre 2016</b>	<b>0</b>	<b>134</b>	<b>1 820</b>	<b>657</b>	<b>638</b>	<b>3 250</b>
Dotations		98	176	58	161	492
Reprises / Sorties		(1)	(18)		(79)	(99)
<b>Total valeur au 30 juin 2017</b>	<b>0</b>	<b>230</b>	<b>1 977</b>	<b>715</b>	<b>720</b>	<b>3 643</b>

<i>Valeurs nettes (en milliers d'euros)</i>	Terrain et aménagements	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
<b>Total valeur au 31 décembre 2016</b>	<b>1 751</b>	<b>3 793</b>	<b>1 521</b>	<b>960</b>	<b>428</b>	<b>8 452</b>
<b>Total valeur au 30 juin 2017</b>	<b>2 245</b>	<b>4 030</b>	<b>1 363</b>	<b>1 067</b>	<b>432</b>	<b>9 136</b>

En février 2016, la Société a fait l'acquisition du bâtiment qu'elle occupe depuis sa création et où sont installés son centre de recherche et son siège social. Le montant total du prix d'acquisition a été réparti entre le terrain et la construction. Le montant du terrain, évalué par un expert indépendant, s'élève à 1,7 million d'euros. La partie relative à la construction d'un montant de 3,8 millions d'euros est amortie sur 20 ans.

Au cours du premier semestre 2017, la Société a acquis une surface complémentaire dans le parking et aménagé une partie des extérieurs en jardin. L'ensemble a porté sur un montant total de à 0,9 million d'euros.

La Société possède plusieurs biens financés par crédit-bail. Au 30 juin, elle est détentrice de quatre contrats qui portent sur des équipements dont la valeur totale d'acquisition est de 0,9 million d'euros financés sur 4 ans. Ces contrats se terminent entre 2017 pour le plus ancien et 2020 pour le plus récent.

### 3.3. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX IMPOTS DIFFERES

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2016, la société n'a pas reconnu d'impôt différé actif au 30 juin 2017. Compte tenu du caractère non significatif des impôts différés passifs liés aux différences temporaires, ces derniers ne sont pas reconnus et n'ont donc pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés actifs à due concurrence.

Pour rappel, le montant des déficits fiscaux reportable au 1er janvier 2017, s'élève à près de 63 millions d'euros. Ce report déficitaire n'est pas limité dans le temps.

### 3.4. CREANCES CLIENTS

<i>Créances clients (en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Valeur brute	180	2 462
Dépréciation		
<b>Valeur nette totale</b>	<b>180</b>	<b>2 462</b>

L'intégralité des créances clients est non échue. La créance au 30 juin 2017, correspond essentiellement à la dernière facturation effectuée dans le cadre du contrat de collaboration avec Eli Lilly.

### 3.5. AUTRES ACTIFS COURANTS

<b>Autres actifs courants (en milliers d'euros)</b>	<b>30/06/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Crédit d'impôt recherche	3 566	7 884
Créances de TVA	683	699
Fournisseurs débiteurs	234	338
Charges constatées d'avance	1 737	189
Carry-back	333	333
Divers	58	
<b>Total Autres Actifs Courants</b>	<b>6 611</b>	<b>9 442</b>

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. Elle comptabilise ainsi en créance en fin de période le montant du crédit d'impôt calculé sur les dépenses éligibles de la période en cours. Au 30 juin 2017, la créance de Crédit d'Impôt Recherche calculée sur les dépenses de recherche et développement encourus au premier semestre 2017 s'élève à 3,6 millions d'euros. Le montant de 7,8 millions d'euros correspondant aux dépenses de l'exercice 2016 et figurant en créances à fin décembre 2016 a été encaissé par la Société début juin 2017 suite à sa demande de remboursement.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes. Avec la mise en place du nouvel outil de gestion sur le premier semestre 2017, la société procède dorénavant à un calcul des provisions de fin de période en distinguant les montants de facture non parvenues et/ou de charges constatées d'avance pour chacune des prestations effectuées par un même fournisseur. Ce nouveau mode de calcul a pour effet d'augmenter, au bilan, le montant des factures non parvenues et des charges constatées d'avance par rapport au traitement antérieur.

La créance de carry-back au 30 juin 2017 est née de l'imputation d'une partie du déficit fiscal de la Société au 31 décembre 2015 sur le résultat de l'exercice précédent, générant ainsi une créance d'impôt (carry-back) de 0,3 million d'euros.

Le poste divers comprend les créances sociales et autres créditeurs divers.

### 3.6. CLASSEMENT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de FCP en euro, comptes à terme cotés sur un marché actif et compte rémunéré : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.

### 3.7. CAPITAUX PROPRES

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale des actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue.

### 3.7.1. Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - catégorie A	dont actions de préférence - catégorie B	Nominal (Euros)
<b>Au 1er janvier 2007</b>	<b>140 000</b>			<b>140 000</b>	<b>1 400 000</b>
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					-2 520 063
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
17/06/2011 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominal et augmentation nbre d'actions	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798			159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de préférence en actions ordinaires		4 433 510	-3 033 510	-1 400 000	0
07/03/2012 - Emission d'actions gratuites	10 500	10 500			1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268			13 027
15/06/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
19/12/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
26/03/2013 - Emission d'actions gratuites	8 400	8 400			840
18/06/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
13/12/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
02/04/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
07/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
15/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
12/02/2015 - Exercice de BSA	700	700			70
03/03/2015 - Exercice de BSPCE	700	700			70
27/03/2015 - Exercice de BSPCE	1 400	1 400			140
31/03/2015 - Augmentation capital via placement privé	621 887	621 887			62 189
31/03/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
28/07/2015 - Exercice de BSPCE	2 800	2 800			280
16/12/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
21/06/2016 - Exercice de BSPCE	700	700			70
13/12/2016 - Emission d'actions gratuites	12 700	12 700			1 270
27/06/2017 - Emission d'actions gratuites	2 000	2 000			200
<b>Au 30 juin 2017</b>	<b>6 861 763</b>	<b>6 861 763</b>			<b>686 176</b>

Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré. La société détient des actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité. Suite à l'introduction en bourse, les actions de préférence ont été converties en actions ordinaires et les BSA Ratchet sont devenus caduques.

### 3.7.2. Bons de souscription d'actions

Des options sur actions ont été attribuées (i) à certains salariés et dirigeants sous formes de Bons de Souscription de parts d'Entreprise (« BSPCE ») (ii) à deux administrateurs indépendants du Conseil d'administration sous forme de Bons de Souscriptions d'Actions (« BSA ») et (iii) à des consultants scientifiques sous forme de Bons de Souscriptions d'Actions (« BSA »).

Les principales caractéristiques liées aux bons de souscriptions d'actions et les principales hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de l'option sur la base du modèle Black & Sholes sont les suivantes :

<i>Situation au 30/06/2017</i>	BSPCE <sub>12-2013</sub> Plan N°1	BSPCE <sub>12-2013</sub> Plan N°2	BSA <sub>12-2013</sub>
Bénéficiaires	salariés	salariés	administrateurs indépendants
Nombres de Bons émis	28 000	22 400	20 000
Nombre de Bons attribués	28 000	22 400	20 000
Nombres de Bons souscrits	28 000	22 400	20 000
Date de l'assemblée Générale	18/06/2013		
Date du conseil d'administration	13/12/2013		
Prix d'émission	gratuit		
Prix d'exercice	5,76 €	5,76 €	5,88 €
Date limite d'exercice des bons	13/12/2023	13/12/2023	13/12/2023
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2014 1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018	13 333 au 1er janv 2014 3 333 au 1er janv 2015 3 333 au 1er janv 2016
Parité	1 Bon pour une action		
Rendement en dividende	néant		
Volatilité	67%		
Taux de rendement sans risque	2% (iBoxx Sovereign AA 7-10)		

<i>Situation au 30/06/2017</i>	BSPCE 2014 Plan N°1	BSPCE 2014 Plan N°2	BSPCE 2014 "Dirigeants"
Bénéficiaires	salariés	salariés	Salariés et Dirigeants
Nombres de Bons émis	14 000	5 600	100 000
Nombre de Bons attribués	14 000	5 600	100 000
Nombres de Bons souscrits	14 000	5 600	100 000
Date de l'assemblée Générale	24/06/2014		
Date du conseil d'administration	25/09/2014		
Prix d'émission	gratuit		
Prix d'exercice	34,99 €		
Date limite d'exercice des bons	25/09/2024		
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2018	1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019	Vesting immédiat au 1er janv 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan
Parité	1 Bon pour une action		
Rendement en dividende	néant		
Volatilité	97%		
Taux de rendement sans risque	0,9% (iBoxx Sovereign AA 7-10)		

<i>Situation du 30/06/2017</i>	BSPCE 2015 Dirigeants	Plan BSPCE 2016 Dirigeants	Plan BSA 2017	Plan SO 2017
Bénéficiaires	Dirigeant	Dirigeant	Consultant	Salarié
Nombres de Bons émis	40 000	40 000	40 000	13 000
Nombre de Bons attribués	40 000	24 000	40 000	13 000
Nombres de Bons souscrits	40 000	24 000	40 000	13 000
Date de l'assemblée Générale	12/11/2015	12/11/2015	12/11/2015	12/11/2015
Date du conseil d'administration	16/12/2015	15/03/2016	07/03/2017	14/04/2017
Prix d'émission	gratuit	gratuit	1,00 €	gratuit
Prix d'exercice	74,60 €	61,73 €	20,65 €	18,00 €
Date limite d'exercice des bons	16/12/2025	15/03/2026	07/03/2027	14/04/2027
Point de départ d'exercice des options	Vesting immédiat au 16 décembre 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan	Vesting immédiat, si réalisation des conditions de performance prévues au Plan	Vesting immédiat, si réalisation des conditions de performance prévues au Plan	6 500 au 1er janv 2018 3 250 au 1er janv 2019 3 250 au 1er janv 2020
Parité	1 Bon pour une action	1 Bon pour une action	1 Bon pour une action	1 option pour une action
Rendement en dividende	néant	néant	néant	néant
Volatilité	74%	73%	67%	67%
Taux de rendement sans risque	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	0,95% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	0,95% (iBoxx Sovereign AA 7-10)

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits.

Au cours du premier semestre 2017, et faisant usage de la délégation consentie lors de l'assemblée générale du 12 novembre 2015, le conseil d'administration a décidé :

- Le 7 mars 2017, d'émettre 40.000 « BSA Consultant 2017 » au bénéfice d'une société de consultants, donnant droit à la souscription de 40 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro. L'acquisition des droits est assujettie à des conditions de performance non liées à des conditions de marché.
- Le 14 avril 2017 d'annuler les deux plans de stock-options attribués en 2015 aux 2 salariés de la filiale américaine et de les remplacer par un nouveau plan. Suite au départ du Chief Medical Officer, une attribution de 13.000 stock-options a été décidé au seul bénéfice du General manager.

La période d'exercice est fixée à 10 ans.

### 3-7-3. Actions gratuites

Des actions gratuites ont été attribuées à certains salariés et dirigeants de la Société depuis 2008. Les mouvements sur les actions gratuites s'analysent comme suit :

Date des CA ayant décidé l'attribution	23/01/2008	06/06/2008	15/12/2009	05/03/2010	07/12/2010	10/12/2015	16/12/2015	15/03/2016	13/12/2016	Total
Nombre d'actions gratuites attribuées	42 000	5 600	5 600	5 600	5 600	39 150	22 600	20 000	40 000	186 150
Actions annulées	2 100	0	0	0	0	1 960	1 800	0	0	5 860
Actions acquises et disponibles	39 900	5 600	5 600	4 200	4 200	0	0	2 000	0	61 500
Actions cédées	12 100		410	400	0	0	0	0	0	12 910
Actions acquises et restant disponibles	27 800	5 600	5 190	3 800	4 200	0	0	2 000	0	48 590
Actions acquises en cours de conservation	0	0	0	1 400	1 400	0	12 700	0	0	15 500
Actions attribuées mais non encore acquises	0	0	0	0	0	37 190	8 100	18 000	40 000	103 290

Au cours du 1er semestre 2017, 2000 actions ont été émises sur le plan 2016 Dirigeants.

Au 30 juin 2017, il reste 103.290 AGA attribuées mais non encore acquises.

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 23/01/2008				20/12/2007 06/06/2008				20/12/2007 15/12/2009				20/12/2007 05/03/2010			
	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5
Nombre d'années de vesting	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	10 500	10 500	10 500	10 500	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	90	90	90	90	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2016</b>																
Nombre d'actions gratuites attribuées																
Nombre d'actions gratuites annulées																
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement																
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2017</b>																
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)		0				0				0				0		
Charges comptables juin 2017 (milliers d'Euros)		0				0				0				0		

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 07/12/2010				12/11/2015 16/12/2015	12/11/2015 16/12/2015	12/11/2015 16/12/2015			
	2	3	4	5	1	1	1	2	3	4
Nombre d'années de vesting	2	3	4	5	1	1	1	2	3	4
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	1 400	1 400	1 400	1 400	5 000	5 000	3 150	3 150	3 150	3 150
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74	76,74	76,74	76,74	76,74
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74	76,74	76,74	76,74	76,74
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	12	12	12	12	384	384	242	242	242	242
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2016</b>					-	-	-	2 700	2 700	2 700
Nombre d'actions gratuites attribuées										
Nombre d'actions gratuites annulées										
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement										
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2017</b>					-	-	-	2 700	2 700	2 700
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)			0		191	191			215	
Charges comptables juin 2017 (milliers d'Euros)			0		0	0			111	

<b>ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE</b>	12/11/2015	12/11/2015				12/11/2015	12/11/2015				TOTAL
<b>Date d'attribution par le conseil d'administration</b>	10/12/2015	15/03/2016				15/03/2016	13/12/2016				
Nombre d'années de vesting	2	1	2	3	4	2	1	2	3	4	
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	
Nombre total d'actions gratuites attribuées	39 150	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	10 000	10 000	10 000	10 000	186 150
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27	51,50	51,50	51,50	51,50	
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27	51,50	51,50	51,50	51,50	
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	2 772	125	125	125	125	747	515	515	515	515	8 364
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2016</b>	<b>37 655</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>12 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>105 755</b>
Nombre d'actions gratuites attribuées		2 000									2 000
Nombre d'actions gratuites annulées	-465										-465
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement											
<b>Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2017</b>	<b>37 190</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>12 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>103 290</b>
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)	673	75				109	109				1 562
Charges comptables juin 2017 (milliers d'Euros)	645	92				167	532				1 547

### 3.7.4. Dividendes

Il n'y a eu aucune décision de distribution de dividendes sur le 1er semestre 2017.

### 3.7.5. Gestion de capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, et favoriser la liquidité des transactions afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

En 2014, la Société a signé un contrat de liquidité avec Kepler Capital Markets SA en lui allouant 15 026 titres Adocia et 0,3M€ en espèces.

Fin décembre 2016, 760 titres d'Adocia et 0,3 million d'euros en espèce figuraient au compte du contrat conclu entre la société et Kepler Capital Markets SA.

Au 30 juin 2017, 6.671 titres ont été comptabilisés en déduction des capitaux propres et 0,03 million d'euros d'espèces figuraient en actifs financiers non courants.

### 3.8. DETTES FINANCIERES

<b>DETTE FINANCIERE</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Courant</b>	<b>Non courant</b>	<b>Total</b>	<b>Dont concours bancaires</b>
Avances remboursables	123	633	756	
Emprunts bancaires	464	5 077	5 541	
Autres dettes financières	219	489	708	0
<b>Total dettes financières</b>	<b>805</b>	<b>6 200</b>	<b>7 005</b>	<b>0</b>

#### 3.8.1. Avances remboursables :

Au 30 juin 2017, les avances remboursables comprennent les avances reçues de Bpifrance dans le cadre du projet insuline, ainsi qu'une avance reçue de la COFACE dans le cadre de la prospection sur de nouveaux marchés.

<b>AVANCES REMBOURSABLES</b>	<b>En milliers d'euros</b>	<b>Coût historique</b>	
Valeur au 31 décembre 2016	810	891	( A )
Octroi de l'exercice			
Remboursement de l'exercice	(65)	(65)	
Actualisation sur octroi de l'exercice			
Charges financières	12		
Valeur au 30 juin 2017	756	826	( B )
Part à long terme	633		
Part à court terme	123		

#### Ventilation en coût historique des avances :

<b>( A ) en milliers d'euros</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>Inférieur à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Avance Insuline (2012)	800	130	670	0
Avance Coface (2013)	91	0	91	0
<b>Total</b>	<b>891</b>	<b>130</b>	<b>761</b>	<b>0</b>

<b>( B ) en milliers d'euros</b>	<b>30/06/2017</b>	<b>Inférieur à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Avance Insuline (2012)	735	140	595	0
Avance Coface (2013)	91	0	91	0
<b>Total</b>	<b>826</b>	<b>140</b>	<b>686</b>	<b>0</b>

Dans le cadre de son projet insuline, la Société a conclu un contrat avec Bpifrance en date du 25 avril 2012, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable de 0,8 million d'euros pour le développement d'une formulation d'insuline humaine à action rapide, incluant, notamment, le lancement d'une étude clinique de phase IIa.

L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société a reçu l'intégralité de cette aide remboursable le 30 avril 2012.

En cas de succès technique et/ou commercial, l'avance sera remboursable en totalité selon un échéancier défini. En cas d'échec technique et/ou commercial, les termes du contrat prévoient un remboursement d'un montant forfaitaire de 0,3 million d'euros au titre de l'acquis technique, dont 0,1 million d'euros en 2017 et 0,2 million en 2018.

La juste valeur de cette nouvelle avance reçue a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt de 3% par an. Au cours du premier semestre 2017, et conformément aux engagements pris en cas d'échec commercial du programme, la Société a commencé à rembourser une partie de l'avance reçue de Bpi France. Le montant des remboursements effectués au 30 juin 2017 s'élève à 65 .000 euros.

**Dans le cadre de sa prospection sur de nouveaux marchés** (Inde et Chine), la Société a conclu, moyennant le versement d'une prime de 2% du budget annuel, un contrat d'assurance Prospection avec la COFACE en date du 26 octobre 2012. Selon les termes du contrat, la Coface garantit le remboursement de 75% du montant des dépenses engagées sur une période de garantie fixée à 4 ans et courant du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2016. La société s'est engagée à rembourser les sommes reçues de la Coface selon les conditions Générales fixées au contrat, et ce durant une période dite d'amortissement courant jusqu'au 30 septembre 2021.

Les sommes versées au titre du remboursement s'imputeront en priorité et à due concurrence sur le montant de l'avance accordée pour la première période garantie, puis sur les périodes suivantes, étant précisé que ces remboursements (i) sont limités dans le temps (remboursement de l'avance sur une période se terminant le 30/09/ 2021) et (ii) seront au maximum du montant en principal de l'avance globale perçue.

Au titre des dépenses engagées sur la première période assurée, soit du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013, la Société a reçu la somme de 91 milliers d'euros le 17 décembre 2013.

### **3.8.2. Emprunts :**

Dans le cadre du financement de l'acquisition et de la rénovation du bâtiment sis 115 avenue Lacassagne, la société a contracté en avril 2016 un emprunt bancaire d'un montant nominal de 5,5 millions d'euros, auprès de deux établissements bancaires. Au cours du premier semestre 2017, la Société a financé des travaux d'aménagements réalisés sur le bâtiment en mobilisant l'enveloppe initialement prévue à cet effet et négociée en avril 2016 à hauteur de 0,3 million d'euros.

Au 30 juin 2017, le montant total des emprunts s'élève à 5,5 millions d'euros. Sur la période, la Société a mobilisé le solde de l'emprunt ouvert pour 0,3 million d'euros et a remboursé 0,2 millions d'euros.

### **3.8.3. Autres dettes financières :**

Les autres dettes financières concernent des engagements de crédit-bail, pris à hauteur de 0,16 million d'euros entre 2014 et 2016. Ces engagements ont fait l'objet d'un remboursement sur la période à hauteur de 0,1 million d'euros.

### 3.9. PROVISIONS

<b>PROVISIONS</b> (en milliers d'euros)	<b>Avantages au personnel</b>	<b>Autres provisions LT</b>	<b>Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Valeur au 31 décembre 2016</b>	<b>1 738</b>			<b>1 738</b>
Dotations	156			156
Reprise avec utilisation				
Reprises sans utilisation				
<b>Valeur au 30 juin 2017</b>	<b>1 894</b>			<b>1 894</b>

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été estimée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective 176.

### 3.10. FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	<b>30/06/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Comptes auxiliaires fournisseurs	2 709	1 738
Factures non parvenues	3 265	2 833
<b>Fournisseurs</b>	<b>5 974</b>	<b>4 572</b>
Clients créditeurs	0	0
Dettes fiscales et sociales	2 322	3 803
Autres dettes	37	28
Produits constatés d'avance	77	18 823
<b>Autres Passifs courants</b>	<b>2 435</b>	<b>22 655</b>
<b>Total passifs courants d'exploitation</b>	<b>8 410</b>	<b>27 226</b>

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Le poste « dettes fiscales et sociales » comprend les charges à payer sociales et fiscales.

La variation des passifs courants d'exploitation s'explique essentiellement par la reprise de l'intégralité du produit constaté d'avance (18,8 millions d'euros) relatif au paiement initial (*up-front payment*) versé par Lilly en décembre 2014, sans impact sur la trésorerie.

Les dépenses relatives aux fournisseurs factures non parvenues se rapportent à des dépenses courantes. Avec la mise en place du nouvel outil de gestion sur le premier semestre 2017, la société procède dorénavant à un calcul des provisions de fin de période en distinguant les montants de facture non parvenues et/ou de charges constatées d'avance pour chacune des prestations effectuées par un même fournisseurs. Ce nouveau mode de calcul a pour effet d'augmenter, au bilan, le montant des factures non parvenues et des charges constatées d'avance par rapport au traitement antérieur.

### 3.11. RESULTAT OPERATIONNEL

<b>COMPTE DE RESULTAT</b> (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	30/06/2016
Contrats de recherches et revenus de licences	3.12	19 469	11 934
Subventions, crédit d'impôt recherche et autres	3.13	3 652	3 961
<b>Produits</b>		<b>23 121</b>	<b>15 895</b>
Achats consommés		(909)	(755)
Charges de personnel	3.15	(6 492)	(8 440)
Charges externes	3.14	(7 824)	(10 423)
Impôts et taxes		(100)	(138)
Dotation aux amortissements & provisions	3.16	(515)	(307)
Autres produits et charges opérationnels courants		0	0
<b>Charges opérationnelles</b>		<b>(15 840)</b>	<b>(20 063)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>7 281</b>	<b>(4 168)</b>
Charges et produits opérationnels non courants		0	0
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>7 281</b>	<b>(4 168)</b>

Les charges opérationnelles consolidées du premier semestre 2017 s'élèvent à 15,8 millions d'euros comparé à 20,1 millions d'euros sur la même période l'an dernier, soit une diminution de 21% (4,2 millions d'euros).

**Les dépenses externes** représentent le premier poste de dépenses avec près de la moitié du total des charges opérationnelles. Elles s'élèvent à 7,8 millions d'euros en 2017 comparé à 10,4 millions sur la même période en 2016. Le premier semestre de l'an dernier avait été marqué par une forte activité clinique, notamment dans le cadre du partenariat avec Lilly. L'activité du premier semestre 2017 est moindre et les essais cliniques lancés fin mai impacteront les dépenses du second semestre 2017.

**Les charges de personnel** représentent le deuxième poste significatif de dépenses avec 44% du total des charges opérationnelles.

La diminution du poste de 1,9 millions d'euros s'explique principalement par la politique d'intéressement en actions en place dans la Société et qui a été moindre au cours du premier semestre 2017 comparé à l'an dernier. En normes IFRS, les paiements fondés sur les actions sont comptabilisés à la juste valeur des instruments de capitaux attribués et représentent un montant de 1,1 millions d'euros au 30 juin 2017 (comparé à 2,1 millions d'euros au 30 juin 2016).

Retraitées de ces éléments sans impact sur les comptes sociaux ni sur la trésorerie de la Société, les charges de personnel passent de 6,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 à 5,4 millions d'euros pour le premier semestre 2017, reflétant une politique salariale prudente sur ce premier semestre 2017, suite à l'annonce de la fin du partenariat avec Lilly.

Ces charges sont présentées par destination et par nature dans les tableaux suivants :

<b>CHARGES PAR DESTINATION</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Frais de recherche et développement	(12 815)	(16 356)
Frais administratifs et frais généraux	(3 025)	(3 707)
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(15 840)</b>	<b>(20 063)</b>

Sur les 6 premiers mois de l'année, **les frais de recherche et développement** représentent près de 81% des charges opérationnelles (pour 81.5% au cours du premier semestre 2016). Ils comprennent principalement les frais du personnel affecté à la recherche et développement, les coûts de sous-traitance (dont les études cliniques et précliniques) et les coûts de propriété intellectuelle. Ces dépenses sont en baisse de 4.2 millions d'euros comparé au premier semestre 2016 principalement sur le poste de dépenses externes, les six premiers mois 2016 ayant été marqué par une forte activité clinique, notamment dans le cadre du partenariat avec Lilly.

**Les frais administratifs et généraux** comprennent essentiellement les frais du personnel non affecté à la recherche et développement (y compris paiement en actions), ainsi que les coûts des prestations de service se rapportant à la gestion et au développement des affaires commerciales de la Société et de sa filiale aux Etats-Unis.

Les frais de recherche et développement se décomposent par nature de la façon suivante :

<b>FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Achats consommés	(735)	(755)
Charges de personnel	(5 252)	(5 562)
Charges externes	(6 330)	(9 729)
Impôts et taxes	(81)	(110)
Dotations aux amortissements & provisions	(416)	(200)
<b>Total frais de recherche et développement</b>	<b>(12 815)</b>	<b>(16 356)</b>

### 3.12. CHIFFRE D'AFFAIRES

<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Contrats de recherche	650	6 560
Revenus de licences	18 819	5 375
Autres	0	0
<b>Total</b>	<b>19 469</b>	<b>11 934</b>

**Le chiffre d'affaires** d'un montant de 19,5 millions d'euros au 30 juin 2017 résulte essentiellement du contrat de collaboration et de licence signé avec Lilly fin 2014 et qui s'est terminé au 31 mai 2017.

La décision de Lilly de mettre un terme à la collaboration sur BioChaperone Lispro impacte de manière significative le chiffre d'affaires du premier semestre 2017. En effet, en normes IFRS, le paiement initial effectué par Lilly en décembre 2014 d'un montant de 40,8 millions d'euros (50 millions de dollars), était amorti linéairement sur la durée du développement initialement prévue au contrat. La fin du contrat conduit la Société

à reconnaître en revenu le solde restant à amortir, c'est à dire 18,8 millions d'euros. Ce revenu de licence n'a pas d'impact sur la trésorerie de la Société, le paiement ayant été effectué au moment de la signature en décembre 2014.

Tout au long de cette collaboration qui s'est achevée fin mai 2017, Lilly a pris en charge l'ensemble des dépenses internes et externes engagés par Adocia dans le cadre du développement de BioChaperone Lispro. Ces revenus se sont élevés à 0,7 million d'euros sur les six premiers mois de 2017 alors qu'ils représentaient 6,6 millions d'euros sur la même période en 2016.

### 3.13. AUTRES REVENUS

<b>AUTRES REVENUS</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Financements de projets	0	0
Crédit impôt recherche	3 566	3 892
Autres	86	69
<b>Total</b>	<b>3 652</b>	<b>3 961</b>

Les autres produits opérationnels sont constitués du Crédit d'Impôt Recherche qui s'élève 3,6 millions d'euros à fin juin 2017, comparé à près de 3.9 millions d'euros au premier semestre 2016. La diminution est en ligne avec le montant moindre des dépenses enregistrées sur ce semestre.

Par ailleurs, suite à son acquisition immobilière, la Société refacture désormais des loyers aux trois sociétés locataires du bâtiment. A fin juin 2017, ces produits s'élèvent à 0,1 million d'euros comparable à l'an dernier.

### 3.14. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes sont composés principalement par les études in-vivo, les études cliniques, les loyers ainsi que toutes les charges de fonctionnement de la Société.

### 3.15. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

<b>CHARGES DE PERSONNEL</b> (en milliers d'euros)	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Salaires et indemnités	4 185	4 538
Charges sociales	1 256	1 772
Paiements fondés sur des actions	1 051	2 130
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>6 492</b>	<b>8 440</b>

<b>EFFECTIFS</b>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Techniciens	59	51
Cadres	71	68
<b>Effectif total</b>	<b>130</b>	<b>119</b>

Au 30 juin 2017, la société comptait 46 chercheurs titulaires d'un doctorat.

Près de 81% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

### 3.16. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

<b>AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Dotations immobilisations corporelles	391	282
Dotations immobilisations incorporelles	5	0
Dotations immobilisations crédit-bail	119	25
<b>Amortissement et provisions sur Immobilisations</b>	<b>515</b>	<b>307</b>
Provisions pour risques et charges (dotations)	0	0
Provisions sur actif circulant (dotations)	0	0
Reprises	0	0
<b>Dotations/Reprises aux Amortissements et Provisions</b>	<b>515</b>	<b>307</b>

### 3.17. RESULTAT FINANCIER

<b>RESULTAT FINANCIER</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	81	390
Intérêts calculés sur emprunts et avances conditionnées	(56)	(29)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>26</b>	<b>361</b>
Pertes et Gains de change	0	0
Autres produits et charges financières	(236)	(321)
<b>Résultat financier</b>	<b>(210)</b>	<b>41</b>

### 3.18. RESULTAT PAR ACTION

	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
<b>Résultat net consolidé (en milliers d'euros)</b>	<b>7 050</b>	<b>(4 181)</b>
Nombre moyens d'actions	6 859 796	6 846 398
<b>Résultat net (perte) par action - en €</b>	<b>1,03</b>	<b>(0,61)</b>
<b>Résultat net (perte) par action - pleinement dilué- en €</b>	<b>0,97</b>	<b>(0,60)</b>

Les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car en raison des pertes de la société sur les exercices, ils sont considérés comme anti-dilutifs.

## 4. PARTIES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'enveloppe des jetons de présence alloués aux membres indépendants du conseil d'administration a été approuvée par l'Assemblée Générale du 27 juin 2017 et porte sur un montant maximum de 100 milliers d'euros par an.

Pour le premier semestre 2017, le montant des jetons de présence s'élève à 44 milliers d'euros et concerne deux administrateurs.

Les rémunérations des organes d'administration et de surveillance s'analysent de la façon suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
Avantages court terme	688	886
Avantages postérieurs à l'emploi	72	10
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiements fondés sur des actions	259	838
<b>Total</b>	<b>1 020</b>	<b>1 734</b>

Les paiements fondés sur des actions, comme les avantages postérieurs à l'emploi, correspondent à la charge relative aux services rendus par les parties liées au cours des premiers semestres 2017 et 2016.

## **5. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Dans le cadre des emprunts souscrits pour l'acquisition du bâtiment et des parkings, la Société a consenti les garanties suivantes :

- Une inscription d'un privilège de prêteur de deniers et subrogation dans le privilège de vendeur sur le montant de l'acquisition du bâtiment,
- Une hypothèque sur l'enveloppe travaux.

---

IV.RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION  
FINANCIERE SEMESTRIELLE

---

**Adocia**

Période du 1er janvier au 30 juin 2017

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

ODICEO  
115, boulevard de Stalingrad  
C.S.52038  
69616 Villeurbanne Cedex  
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Adocia

Période du 1er janvier au 30 juin 2017

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Adocia, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

#### **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeurbanne et Lyon, le 21 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Agnès LAMOINE

Mohamed MABROUK